

**Assemblée générale**

Distr. limitée
25 janvier 2011
Français
Original: anglais

**Comité des utilisations pacifiques
de l'espace extra-atmosphérique****Sous-Comité juridique****Cinquantième session**

Vienne, 28 mars-8 avril 2011

Point 5 de l'ordre du jour provisoire*

**Informations concernant les activités des organisations
intergouvernementales et non gouvernementales
internationales dans le domaine du droit spatial****Informations concernant les activités des organisations
intergouvernementales et non gouvernementales
internationales dans le domaine du droit spatial****Note du Secrétariat****Table des matières**

	<i>Page</i>
I. Introduction	2
II. Réponses reçues d'organisations intergouvernementales et non gouvernementales internationales	2
Centre européen de droit spatial	2
Institut international de droit spatial	5
Association de droit international	14

* A/AC.105/C.2/L.280.



I. Introduction

Pour établir le présent document, le Secrétariat s'est fondé sur les renseignements qu'il avait reçus, au 17 janvier 2011, d'organisations internationales.

II. Réponses reçues d'organisations intergouvernementales et non gouvernementales internationales

Centre européen de droit spatial

[Original: anglais]
[17 janvier 2011]

A. Généralités

Le Centre européen de droit spatial (ECSL) a été créé en 1989 à l'initiative et sous l'égide de l'Agence spatiale européenne (ESA), avec l'appui d'un certain nombre de pionniers de ce domaine. Son fonctionnement est régi par une charte, modifiée en octobre 2009, qui définit ses missions, sa structure et ses objectifs. Son Président actuel est Sergio Marchisio, de l'Université "La Sapienza" (Rome).

L'ECSL a pour principal objectif de faire mieux et plus largement connaître, en Europe et ailleurs, le cadre juridique des activités spatiales. Pour ce faire, il compte principalement sur l'échange d'informations entre les acteurs intéressés et sur l'amélioration et la promotion de l'enseignement du droit spatial.

Une structure souple et ouverte

L'ECSL regroupe des professionnels, des juristes, des universitaires et des étudiants, et il encourage les échanges interdisciplinaires. Son Assemblée générale, ouverte à tous les membres, se tient tous les trois ans et élit le Conseil d'administration, veillant à ce que les différentes professions et zones géographiques y soient équitablement représentées. Le Secrétariat exécutif est chargé de gérer et de développer les activités du Centre.

Administration

Les membres du Conseil d'administration sont élus par l'Assemblée générale pour une période de trois ans. Ce sont des personnes au parcours brillant, ayant une grande expérience du droit spatial, qui s'engagent à promouvoir activement les objectifs du Centre aux niveaux national et international.

Membres et réseau

La qualité de membre, ouverte à toute personne physique ou morale des États membres de l'ESA ou d'États associés, est requise pour voter à l'Assemblée générale et recevoir les publications du Centre, notamment son Bulletin d'information et le compte rendu du cours d'été.

Points de contact nationaux

Afin de faciliter les contacts avec ses membres, la diffusion d'informations et l'organisation de ses activités, l'ECSL a encouragé la désignation de points de contact nationaux qui jouent un rôle d'intermédiaire entre lui-même et ses membres. Des points de contact ont déjà été établis dans 12 États membres de l'ESA.

L'ECSL s'emploie à développer la présence de nouveaux points de contact dans des États membres tels que la Hongrie.

B. Résumé des activités passées

Cours d'été sur le droit de l'espace et les politiques spatiales

L'ECSL a organisé la dix-neuvième édition de son Cours d'été sur le droit de l'espace et les politiques spatiales en septembre 2010 avec l'Université de Jaén (Espagne). Y ont participé 38 étudiants de 15 pays du monde entier. Il leur a été dispensé, par des universitaires ou des praticiens spécialistes du domaine spatial, des conférences sur le droit de l'espace et les politiques spatiales. Enfin, il leur a été donné à résoudre – ce qu'ils ont fait – une étude de cas sur les applications des satellites au service de la coopération euroméditerranéenne.

Concours Manfred Lachs de procès simulés en matière de droit de l'espace

Les épreuves européennes du Concours Manfred Lachs de procès simulés ont eu lieu à la Faculté de droit de l'Université de Győr (Hongrie) en avril 2010. Y ont pris part neuf équipes (21 participants) venues de plusieurs universités européennes.

Les étudiants ont eu à résoudre un litige hypothétique intitulé "Affaire concernant le tourisme suborbital: définition de l'espace extra-atmosphérique et des responsabilités", le but étant d'étudier les considérations relatives au droit international et les divers traités relatifs à l'espace.

L'Université de Cologne (Allemagne) a remporté les épreuves européennes et représenté l'Europe à la finale mondiale du Concours, qui s'est déroulée dans le cadre du soixante et unième Congrès international d'astronautique, tenu à Prague en septembre 2010. L'Université George Washington (États-Unis d'Amérique) a remporté la finale, qui a été jugée par trois membres de la Cour internationale de Justice.

Colloques, conférences et coopération internationale

En mars 2010, l'Institut international de droit spatial (IISL) et l'ECSL ont organisé un colloque pendant la quarante-neuvième session du Sous-Comité juridique du Comité des utilisations pacifiques de l'espace extra-atmosphérique. Cette manifestation a été coordonnée par Tanja Masson-Zwaan, de l'IISL, et Sergio Marchisio, Président de l'ECSL.

Des instituts nationaux et internationaux de droit spatial ont fait des communications sur le thème "Législation spatiale nationale: confectionner des moteurs juridiques pour la croissance des activités spatiales" (ces textes et d'autres renseignements sont publiés sur le site Web du Bureau des affaires spatiales (www.oosa.unvienna.org/oosa/en/COPUOS/Legal/2010/symposium.html)).

Forum annuel des praticiens

Le Forum des praticiens s'est tenu le 19 mars 2010 au siège de l'ESA, à Paris; il a eu pour thème "Le programme Galileo: questions juridiques d'actualité". Il a remporté un vif succès et a attiré de nombreux participants.

Atelier international sur le droit de l'espace et les applications des techniques spatiales

Le quatrième Atelier international sur le droit de l'espace et les applications des techniques spatiales s'est tenu à Rabat les 3 et 4 juin 2010. Plus de 50 étudiants et professionnels locaux y ont participé.

L'Atelier a été organisé par le Centre régional africain des sciences et technologies de l'espace, le Centre royal de télédétection spatiale et l'ECSL.

Documentation et publications

a) Base de données juridiques

La base de données juridiques de l'ECSL s'est récemment enrichie de nouveaux thèmes. Le site a également pour but de promouvoir les activités des points de contact nationaux, des instituts spécialisés dans le droit spatial, des universités, des centres de recherche, du Comité des utilisations pacifiques de l'espace extra-atmosphérique et d'autres organismes, ainsi que celles des agences spatiales nationales, afin de mettre en place un réseau reliant l'ensemble des institutions, centres de formation et établissements de recherche qui mènent des activités relatives au droit spatial.

b) Enseignement du droit de l'espace en Europe

La brochure "Space law teaching in Europe", initiative de l'ECSL, a été publiée pour la première fois en 1991, puis révisée en 1993. Elle présente une liste des établissements, universités et centres de formation européens qui enseignent le droit spatial, des renseignements détaillés sur les enseignants, les cursus, les frais de scolarité et la durée des différents cours, et des illustrations des établissements mentionnés. La cinquième édition paraîtra en juin 2011.

c) Bulletin

Le bulletin de l'ECSL présente des articles qui traitent de questions juridiques ainsi que d'autres sujets susceptibles d'intéresser la communauté spatiale. Tous les bulletins sont disponibles sur le site Web du Centre. Le prochain numéro sera publié en mars 2011.

C. Principales manifestations et projets prévus en 2011

Réunions du Conseil d'administration

La dernière réunion du Conseil de l'ECSL s'est tenue le 5 novembre 2010 et la prochaine doit se tenir au siège de l'ESA, à Paris, le 28 janvier 2011.

Forum annuel des praticiens

Le prochain Forum des praticiens se tiendra au siège de l'ESA, à Paris, le 18 mars 2011 et portera sur la commercialisation des vols spatiaux habités.

Colloque sur le droit spatial

Le prochain Colloque IISL/ECSL sur le droit spatial se tiendra le 28 mars 2011 pendant la cinquantième session du Sous-Comité juridique et sera intitulé "Un nouveau regard sur la délimitation des espaces aérien et extra-atmosphérique".

Concours Manfred Lachs de procès simulés en matière de droit de l'espace

Les épreuves européennes du dix-neuvième Concours Manfred Lachs de procès simulés en matière de droit de l'espace auront lieu à la Faculté de droit de l'Université de Saint-Petersbourg (Fédération de Russie) les 28 et 29 avril 2011.

Le dossier de l'"Affaire concernant la contamination de l'environnement et l'interférence préjudiciable avec des activités spatiales" peut être consulté sur le site Web de l'ECSL (www.esa.int/SPECIALS/ECSL).

Les demi-finales et finales mondiales du Concours auront lieu au Cap (Afrique du Sud) en octobre 2011, pendant le soixante-deuxième Congrès international d'astronautique.

Cours d'été sur le droit de l'espace et les politiques spatiales

La vingtième édition du Cours d'été de l'ECSL sur le droit de l'espace et les politiques spatiales se tiendra à Malte en septembre 2011. La date exacte reste à décider.

Institut international de droit spatial

[Original: anglais]
[10 janvier 2011]

A. Introduction

On trouvera ci-après des informations sur l'actualité de l'Institut international de droit spatial (IISL) et sur les activités qu'il a menées en 2010.

Fondé en 1960, l'IISL est une organisation non gouvernementale indépendante qui promeut le développement du droit spatial en partenariat avec diverses institutions internationales et nationales. Ses membres sont des ressortissants et des institutions de plus de 40 pays. Ils ont été élus sur la base de leurs contributions au domaine du droit spatial ou à d'autres sciences sociales liées aux activités spatiales.

L'IISL tient son colloque annuel consacré aux questions d'actualité relatives au droit spatial au Congrès international d'astronautique. Pendant ces colloques, il s'attache à aborder des sujets qui présentent un réel intérêt pour tous les acteurs de l'espace. Il organise également, chaque année, avec l'Académie internationale

d'astronautique (AIA), des tables rondes scientifiques et juridiques, dont la vingt-cinquième édition s'est tenue en 2010.

L'IISL a le statut d'observateur permanent auprès du Comité des utilisations pacifiques de l'espace extra-atmosphérique. Il est représenté aux sessions du Comité, où un rapport sur ses activités est présenté chaque année. Il y organise également, avec le Centre européen de droit spatial, un colloque annuel destiné aux délégués. Depuis 2001, l'Institut a organisé des conférences sur le droit spatial dans plusieurs pays, notamment en Chine, aux États-Unis, en Inde, à Singapour et en Thaïlande. Il organise également à Washington, chaque année depuis 2006, le Colloque Eilene M. Galloway sur les principaux défis en matière de droit spatial. Ses comptes rendus sont publiés chaque année par l'American Institute of Aeronautics and Astronautics. L'Institut publie des prises de position qui alimentent le débat sur les questions les plus pressantes qui touchent le droit spatial.

Depuis 1990, l'IISL organise le Concours Manfred Lachs de procès simulés en matière de droit de l'espace. Ce concours porte sur une affaire hypothétique de droit spatial rédigée par des membres de l'Institut et des équipes d'étudiants d'Asie et du Pacifique, d'Europe et d'Amérique du Nord. Des épreuves préliminaires se tiennent chaque printemps dans les différentes régions. Les champions régionaux s'affrontent ensuite à la finale mondiale, qui a lieu chaque année au Congrès international d'astronautique et est jugée par des membres de la Cour internationale de Justice.

B. Informations générales

1. Célébrations du cinquantième anniversaire

En 2010, l'IISL a célébré son cinquantième anniversaire. Cette célébration a été marquée par plusieurs manifestations:

a) La tenue, en mai 2010, du premier Colloque IISL/AIA sur le droit de l'espace et les politiques spatiales et la réédition, en septembre 2010, d'un livre écrit en 1972 par Manfred Lachs, ancien Président de l'IISL (*The Law of Outer Space: An Experience in Contemporary Law-making*);

b) La célébration, le 28 septembre 2010, du cinquantième anniversaire et la tenue, avec l'appui de l'ESA, d'une exposition d'affiches de jeunes chercheurs;

c) La publication d'un livre (à paraître en 2011) contenant les articles des jeunes chercheurs;

d) La publication, en collaboration avec l'AIA, d'un ouvrage (à paraître) intitulé "A History of the IAA/IISL Round Tables", qui célèbre le vingt-cinquième anniversaire des tables rondes;

e) La publication (prévue) d'un livre sur les pionniers du droit spatial;

f) La tenue d'une réception au champagne à Prague, avec l'appui de l'ESA.

2. Élections

À l'Assemblée générale de l'Institut, tenue à Prague en septembre 2010, six administrateurs et membres du Bureau ont été réélus: Tanja Masson-Zwaan (Présidente), Corinne Jorgenson (Secrétaire exécutive), Ram Jakhu (Canada),

Francis Lyall (Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord), Sergio Marchisio (Italie) et Kai-Uwe Schrogl (Allemagne). Steven Freeland (Australie) a été nouvellement élu. En 2010, 22 particuliers ont été élus au Conseil de l'IISL.

3. Prix de l'IISL

L'Institut a décerné, lors de son dîner annuel, le 30 septembre 2010, plusieurs prix à d'éminents membres de la communauté du droit spatial. Vladimir Kopal (République tchèque) a reçu, pour l'ensemble de ses travaux, un prix destiné à récompenser la longue et brillante carrière qu'il a menée dans le domaine du droit spatial en sa qualité, notamment, de Chef du secrétariat du Bureau des affaires spatiales, de Président du Sous-Comité juridique et de Conseiller juridique de la FIA et de l'AIA. Il a, en outre, enseigné le droit de l'espace pendant de nombreuses années, tout d'abord à l'Université Charles de Prague, puis à l'Université de Plzen. Il est également, depuis longtemps, Administrateur et Vice-Président de l'IISL, et a publié des travaux sur de nombreuses questions de droit spatial.

Sylvia Ospina (États-Unis) s'est vu décerner la Médaille du mérite pour ses nombreuses contributions aux travaux de l'IISL, y compris les rapports intitulés *Highlights in Space*, que publie le Bureau des affaires spatiales, et le Concours Manfred Lachs de procès simulés. Elle est également Administratrice de l'IISL et auteur réputé de nombreux articles consacrés à ce domaine. Jean-Michel Contant (France) a reçu le Certificat de témoignage de reconnaissance. En sa qualité de Secrétaire général de l'AIA, il a grandement contribué au succès de la coopération qui s'est instaurée entre l'Académie et l'IISL, notamment en organisant les tables rondes scientifiques et juridiques qui se tiennent depuis les années 1970 ainsi que de nombreuses conférences conjointes, et en encourageant les commentaires juridiques lors des réunions appropriées de l'AIA. Il a également guidé et appuyé l'octroi du statut d'observateur permanent par le Comité des utilisations pacifiques de l'espace extra-atmosphérique.

Le Prix Diederiks-Verschoor, qui récompense le meilleur article rédigé par un jeune auteur au Colloque de l'IISL, a été décerné à Philip de Man, de l'Université de Louvain (Belgique), pour son article consacré à l'exploitation commerciale de l'espace et des corps célestes, solution fonctionnelle au problème des ressources naturelles.

4. Comités

Afin d'encourager la participation des membres et des administrateurs, la Secrétaire exécutive a décidé de passer en revue les comités existants et d'en créer de nouveaux. Les comités existants sont le Comité d'adhésion, le Comité des prix, le Comité du Prix Diederiks-Verschoor, le Comité des procès simulés, le Comité des publications, le Comité de parrainage, le Comité des rapports *Highlights in Space*, le Comité de vérification, la Direction des études, le Comité permanent sur l'état des accords internationaux relatifs aux activités spatiales et le Comité des candidatures.

Il a été créé, en outre, plusieurs comités de programme: le Comité du programme de colloques du Comité des utilisations pacifiques de l'espace extra-atmosphérique, le Comité du programme de colloques Eilene M. Galloway et

le Comité du programme de colloques IISL/AIA sur le droit de l'espace et les politiques spatiales.

5. Réunions de stratégie

L'année au cours de laquelle l'IISL célébrait son cinquantième anniversaire a été jugée, par son Conseil, un moment approprié pour tenir, à l'initiative de la Secrétaire exécutive, une réunion de stratégie où les dirigeants de l'Institut puissent définir ses objectifs à court, moyen et long termes et leur vision des activités à mener. À la première réunion de ce type, tenue le 25 mars, on a analysé les forces et faiblesses internes et les opportunités et menaces externes. Une réunion de suivi s'est ensuite tenue à Prague pour exploiter ces forces et opportunités et contrer ces faiblesses et menaces.

6. Relations institutionnelles

L'IISL entretient d'étroites relations avec diverses organisations, y compris le Comité de la recherche spatiale, l'ECSL, l'Institut européen de politique spatiale (ESPI), l'AIA, la FIA, l'Association de droit international (ADI) et le Comité des utilisations pacifiques de l'espace extra-atmosphérique.

7. Site Web et relations publiques

Le site Web de l'IISL a été développé pour inclure une base de données où les membres peuvent vérifier et corriger leurs données personnelles et s'inscrire à des manifestations de l'Institut. Lancé juste avant le cinquante-troisième Colloque de l'IISL, ce nouvel outil devrait faciliter la gestion des manifestations et la mise à disposition de données actualisées.

Les biographies et photos des membres du Conseil y ont été ajoutées et des mises à jour récentes concernant l'actualité du droit spatial ou les activités de l'Institut y ont été publiées à la rubrique "News".

Une nouvelle page consacrée au Concours Manfred Lachs de procès simulés en matière de droit de l'espace y a été créée, avec les adresses électroniques à utiliser pour le Concours.

Plusieurs communiqués de presse ont été publiés et une nouvelle brochure est en préparation.

C. Activités menées en 2010

1. Réunions du Comité des utilisations pacifiques de l'espace extra-atmosphérique

Le 22 mars 2010, pendant la quarante-neuvième session du Sous-Comité juridique du Comité des utilisations pacifiques de l'espace extra-atmosphérique, l'Institut a organisé avec l'ECSL, à la demande du Sous-Comité et à l'intention des membres de ce dernier, un colloque sur le thème "Législation spatiale nationale: confectionner des moteurs juridiques pour la croissance des activités spatiales". Ce colloque était coordonné par Kai-Uwe Schrogl, Administrateur, et Corinne Jorgenson, Secrétaire exécutive de l'Institut, et présidé par Tanja Masson-Zwaan, Présidente de l'IISL, et Sergio Marchisio, Administrateur et Président de l'ECSL.

Le programme et les exposés peuvent être consultés sur le site Web du Bureau des affaires spatiales (www.unoosa.org/oosa/COPUOS/Legal/2010/symposium.html).

L'IISL était représenté par plusieurs de ses membres dans la délégation qui a participé à la quarante-neuvième session du Sous-Comité juridique et à la cinquante-troisième session du Comité des utilisations pacifiques de l'espace extra-atmosphérique, toutes deux tenues en 2010.

2. Conférence sur les problèmes juridiques que pose actuellement l'observation de la Terre par satellite

L'IISL a accueilli, avec la Société internationale de photogrammétrie et de télédétection (SIPT), l'ESPI et l'AIA, la Conférence sur les problèmes juridiques que pose actuellement l'observation de la Terre par satellite, qui s'est tenue à Vienne les 8 et 9 avril 2010. Ont pris la parole, dans le cadre de cette manifestation consacrée aux données d'observation de la Terre, plusieurs orateurs et intervenants, parmi lesquels Kai-Uwe Schrogl, Frans von der Dunk, des collègues de l'AIA, le Président de l'IISL et des représentants de la SIPT. Les débats ont porté sur la protection de la vie privée et sur l'utilisation des données d'observation de la Terre dans le suivi de l'application des traités. Un rapport complet a été publié par l'ESPI.

3. Colloque sur le droit de l'espace et les politiques spatiales

Le Colloque sur le droit de l'espace et les politiques spatiales s'est tenu à Washington le 11 mai 2010. Organisé par l'IISL et l'AIA en partenariat avec la Secure World Foundation, Arianespace et l'ESPI, il avait pour but de lancer la célébration des cinquantièmes anniversaires de l'Institut et de l'Académie. On y a examiné l'incidence que la réglementation spatiale avait sur les activités menées par la communauté internationale et les États-Unis dans les domaines civil, commercial et gouvernemental. Le rapport de ce colloque, publié dans *Space Policy*, peut être consulté sur le site Web de l'IISL (www.iislweb.org).

4. Conférence mondiale sur la Lune

Organisée par la FIA, la Conférence mondiale sur la Lune s'est tenue à Beijing en mai et juin 2010. L'IISL a aidé à sélectionner les résumés pour le volet juridique, dont son Président a dirigé les débats.

5. Colloque sur le droit de l'espace

Le cinquante-troisième Colloque de l'IISL sur le droit de l'espace s'est tenu à Prague du 27 septembre au 1^{er} octobre. L'IISL a reçu quelque 90 résumés et plus de 30, parfois présentés sous forme d'affiches, de jeunes chercheurs. Ces derniers documents seront publiés séparément. Les participants ont abordé les sujets suivants: a) Conférence inaugurale Nandasiri Jasentuliyana sur le droit de l'espace et première séance destinée aux jeunes chercheurs; b) Trente ans après l'Accord régissant les activités des États sur la Lune et les autres corps célestes: perspectives; c) Aspects juridiques de la sécurité de l'espace; d) État actuel de la prééminence du droit en ce qui concerne les activités spatiales; et e) Évolutions récentes du droit de l'espace.

En outre, la vingt-cinquième table ronde scientifique et juridique s'est tenue sur le thème "Évaluer les vols spatiaux habités commerciaux" et l'IISL a organisé, avec la FIA, une séance sur le thème "Réaliser un environnement spatial durable pour les futures activités spatiales".

Le dîner annuel que l'IISL organise pour ses membres et ses invités s'est tenu à l'issue du Concours Manfred Lachs de procès simulés en matière de droit de l'espace au restaurant Na Spilce de Plzen (République tchèque).

6. Concours Manfred Lachs de procès simulés en matière de droit de l'espace

Le dix-neuvième Concours Manfred Lachs de procès simulés en matière de droit de l'espace s'est tenu pendant le cinquante-troisième Colloque de l'IISL. L'"Affaire concernant le tourisme suborbital: définition de l'espace extra-atmosphérique et des responsabilités (Aspirantia contre Republica)" a été rédigée par Peter van Fenema. Des épreuves préliminaires régionales ont eu lieu en Europe (9 équipes), en Amérique du Nord (10 équipes) et en Asie et Pacifique (29 équipes).

La finale a été jugée par trois membres de la Cour internationale de Justice: Abdul Koroma, Peter Tomka et Leonid Skotnikov.

La finale a été remportée par l'Université George Washington (États-Unis), suivie de l'Université nationale de Singapour (Singapour) et de l'Université de Cologne (Allemagne).

Les organisations qui ont appuyé financièrement la finale mondiale ont été l'Université Charles de Prague, l'ECSL/ESA, l'Agence japonaise d'exploration aérospatiale, la Secure World Foundation, Martinus Nijhoff Publishers, la FIA, CSA Czech Airlines et Kocián Šolc Balaštik.

Les institutions qui ont aidé financièrement les vainqueurs des trois épreuves régionales à se rendre au Congrès international d'astronautique pour y jouer la finale mondiale ont été l'ECSL/ESA, l'Agence japonaise d'exploration aérospatiale et la Secure World Foundation. L'IISL se félicite de leur appui constant qui a permis, au fil des ans, à des étudiants de prendre part à ce concours exceptionnel, seul de ce type a être jugé par des membres en exercice de la Cour internationale de Justice.

7. Colloque Eilene M. Galloway sur les principaux défis en matière de droit spatial

Le cinquième Colloque Eilene M. Galloway sur les principaux défis en matière de droit spatial a été organisé au Cosmos Club de Washington le 2 décembre 2010 par le National Centre for Remote Sensing, Air and Space Law de l'Université du Mississippi et l'IISL. Ce colloque était consacré à l'article IX du Traité relatif à l'espace extra-atmosphérique et à ses utilisations pacifiques, ainsi qu'aux questions soulevées par son application. Y sont intervenus des juristes, des chercheurs et des représentants d'agences spatiales et de l'industrie. Certains de ses documents seront publiés dans les comptes rendus de l'IISL. La prochaine édition du Colloque se tiendra à Washington en décembre 2011.

D. Activités prévues en 2011

1. Colloque à l'intention du Sous-Comité juridique

L'IISL et l'ECSL organiseront un colloque intitulé "Un nouveau regard sur la délimitation des espaces aérien et extra-atmosphérique", qui se tiendra le 28 mars 2011.

2. Conférence sur le droit spatial

La Conférence sur le droit spatial sera organisée à Jakarta les 1^{er} et 2 juin par l'IISL et la Société indonésienne de droit international, en marge des épreuves régionales d'Asie et du Pacifique du concours Manfred Lachs de procès simulés en matière de droit spatial.

3. Colloque sur le droit de l'espace extra-atmosphérique

Le cinquante-quatrième Colloque de l'IISL sur le droit de l'espace extra-atmosphérique se tiendra au Cap (Afrique du Sud) du 3 au 7 octobre 2011. Il y sera abordé les thèmes suivants:

a) Conférence inaugurale Nandasiri Jasentuliyana sur le droit de l'espace et première séance destinée aux jeunes chercheurs. Au cours de la première partie de la séance, l'IISL invitera un éminent orateur à prendre la parole devant ses membres et d'autres participants au Colloque sur une question pleinement d'actualité qui suscite un large intérêt. La deuxième partie sera consacrée aux futurs juristes de l'espace, de jeunes chercheurs (âgés de moins de 35 ans) étant invités à présenter un texte sur le thème "Le droit de l'espace: enjeux futurs et solutions possibles" ou sur tout autre sujet à convenir avec l'IISL;

b) Aspects juridiques des vols commerciaux habités. Il semble probable que les premiers vols spatiaux suborbitaux touristiques aient bientôt lieu, différents exploitants pouvant, à travers le monde, les proposer dans les prochaines années. La séance portera sur les aspects juridiques et réglementaires, tant nationaux qu'internationaux, des vols commerciaux. Ces aspects pourront englober la responsabilité, la certification et la sûreté, ainsi que des questions relatives aux services de vols spatiaux que des exploitants privés pourraient commencer à offrir au public;

c) Afrique: droit spatial et applications – passé, présent et avenir. L'Afrique est un continent spatial en devenir. La séance portera sur les activités que celui-ci a menées et mène dans les domaines de la télédétection, des télécommunications, du lancement, des systèmes mondiaux de localisation/système mondiaux de navigation par satellite et des lois et réglementations qui régissent ces activités. On abordera, notamment, la télédétection au Maroc et au Nigéria; les lancements en Algérie, au Kenya et en Afrique du Sud; et les télécommunications continentales. Cette séance se tournera également vers l'avenir, examinant le rôle du droit spatial dans les pays en développement;

d) Aspects environnementaux du droit spatial et des activités spatiales. Il est bien connu que l'ordre juridique international relatif aux activités spatiales s'est mis en place avant que le droit international de l'environnement ne commence à se développer. Il semble donc utile de faire le point sur les législations spatiales

internationales qui régissent la protection de l'environnement en ce qui concerne l'espace et les activités spatiales. La séance a pour but d'examiner le droit qui s'applique (*lex lata*) en matière de protection de l'environnement pour ce qui est des activités spatiales et de proposer des règles de droit dont le développement est souhaitable (*lege ferenda*) en tenant compte de l'interaction qui existe entre le droit spatial et le droit international général;

e) Évolution récente du droit spatial. Dans le cadre de cette séance, les documents présentés porteront sur les nouveautés survenues dans le droit spatial depuis mars 2010. Les auteurs seront en outre invités à traiter deux questions spécifiques: les aspects juridiques des systèmes mondiaux de navigation par satellite; et les articles 6 et 7 du Traité sur les principes régissant les activités des États en matière d'exploration et d'utilisation de l'espace extra-atmosphérique, y compris la Lune et les autres corps célestes;

f) Une table ronde scientifique et juridique sera organisée au Cap sur le thème de la réduction des débris dans l'environnement spatial pour tirer des enseignements de l'étude cosmique réalisée par l'Académie internationale d'astronautique.

4. Concours Manfred Lachs de procès simulés en matière de droit de l'espace

Un nouveau site Web a été créé pour les besoins du Concours Manfred Lachs de procès simulés en matière de droit de l'espace (www.iislweb.org/lachsmoot). L'ancienne adresse du site Web et son contenu actuel ne relèvent plus de l'IISL.

De nouveaux coprésidents du comité d'organisation et un nouvel organisateur régional du concours en Asie et dans le Pacifique ont été nommés. Leurs coordonnées peuvent être consultées sur le site Web.

Les demi-finales et la finale du 20^e Concours Manfred Lachs de procès simulés en matière de droit de l'espace auront lieu pendant le cinquante-quatrième Colloque de l'IISL, qui se tiendra au Cap (Afrique du Sud) en octobre 2011. Trois juges de la Cour internationale de Justice seront invités à constituer le jury de la finale. Des éliminatoires régionales se tiendront en Europe, en Amérique du Nord et dans la région de l'Asie et du Pacifique.

Il est prévu d'organiser des épreuves préliminaires en Afrique avant le Colloque afin de tenir de nouvelles épreuves sur ce continent à partir de 2012.

De même, des universités de Colombie et, éventuellement, d'autres pays de la région ont été invitées à participer aux éliminatoires d'Amérique du Nord en vue de l'organisation, à l'avenir, de nouvelles épreuves en Amérique latine.

Les épreuves de la région de l'Asie et du Pacifique seront organisées pour la première fois à Jakarta, en coopération avec la Société indonésienne de droit international. En marge de ces épreuves, une conférence sur le droit spatial sera organisée par l'Universitas Pelita Harapan (Jakarta) les 2 et 3 juin.

E. Publications

Les actes du cinquante et unième Colloque sur le droit de l'espace extra-atmosphérique, tenu à Daejeon (République de Corée), ont été publiés par l'American Institute of Aeronautics and Astronautics.

Les actes du cinquante-deuxième Colloque sur le droit de l'espace extra-atmosphérique, tenu à Prague, seront publiés par l'American Institute of Aeronautics and Astronautics.

Le rapport du Comité permanent sur l'état des accords internationaux relatifs aux activités spatiales a, comme précédemment, été établi par Andrei Terekhov et sera publié dans les comptes rendus de l'IISL.

L'IISL élabore actuellement un ouvrage consacré aux pionniers du droit spatial.

À l'occasion de son cinquantième anniversaire, l'IISL a réédité l'ouvrage de Manfred Lachs paru en 1972 et intitulé *The Law of Outer Space: An Experience in Contemporary Law-making* (édition établie par Tanja Masson-Zwaan et Stephan Hobe).

Un ouvrage comprenant les documents présentés lors de la séance destinée aux jeunes chercheurs de 2010 est en cours d'élaboration et sera publié avec l'appui de l'Organisation indienne de recherche spatiale.

Dans le cadre d'un contrat conclu avec l'ONU, l'IISL a rédigé, sous le titre *Highlights in Space*, des documents en vue de l'examen annuel, par l'Organisation, des faits nouveaux survenus en matière de coopération internationale et de droit de l'espace.

L'IISL soumet chaque année au Comité des utilisations pacifiques de l'espace extra-atmosphérique des rapports sur ses activités.

F. Conclusion

L'IISL s'honore de coopérer avec le Comité des utilisations pacifiques de l'espace extra-atmosphérique et ses organes subsidiaires à l'élaboration du droit spatial. Il est, en particulier, disposé à aider, s'il y avait lieu, à la réalisation d'études de fond dont le Comité pourrait avoir besoin pour information et examen. Il sait que certains domaines où une réglementation pourrait être nécessaire comprennent des questions techniques et exigent un travail préparatoire qu'il pourrait accomplir pour le Comité.

Association de droit international

[Original: anglais]

[9 janvier 2011]

A. Généralités

Créée à Bruxelles en 1873, l'Association de droit international (ADI) a son siège à Londres. M. Mance, juge à la Cour suprême du Royaume-Uni, préside le Conseil exécutif et M. Nico Schrijver (Pays-Bas) préside l'Association. M^{me} Christine Chinkin (Royaume-Uni) est Directrice des études.

Conformément à ses statuts, l'ADI se donne pour objectifs l'étude, la clarification et le développement du droit international, tant public que privé, et la promotion de la compréhension et du respect du droit international. Les principaux agents de réalisation de ses activités sont les comités internationaux, qui travaillent de façon continue entre les conférences biennales (74, à ce jour). Il est prévu de tenir la soixante-quinzième Conférence de l'ADI à Sofia, en août 2012.

Le Comité du droit de l'espace de l'ADI, créé à New York en 1958, a le statut d'observateur permanent auprès du Comité des utilisations pacifiques de l'espace extra-atmosphérique et de ses deux Sous-Comités depuis 1990, et leur fait rapport chaque année.

B. Activités menées par le Comité du droit de l'espace de l'ADI en 2010

1. Quarante-neuvième session du Sous-Comité juridique

Le Comité du droit de l'espace de l'ADI a été représenté à la quarante-neuvième session du Sous-Comité juridique par sa Présidente, son Rapporteur général, le rapporteur désigné pour la session et certains de ses membres. La Présidente du Comité a présenté aux participants un rapport écrit sur les activités que le Comité avait menées en 2009 et sur les progrès accomplis dans l'examen des différents thèmes traités, ayant à l'esprit la soixante-quatorzième Conférence de l'ADI, prévue en août 2010 à La Haye (voir A/AC.105/C.2/L.278). Le rapport a été suivi d'une présentation orale faite par la Présidente du Comité, à laquelle le Rapporteur général a ajouté ses vues concernant l'élaboration d'une législation nationale type sur l'espace.

2. Troisième Réunion d'experts des Nations Unies sur la promotion de la formation au droit de l'espace

Des experts de l'ADI ont participé à la troisième Réunion d'experts des Nations Unies sur la promotion de la formation au droit de l'espace, tenue à Vienne le 23 mars 2010, afin d'examiner le programme de formation qui est en cours d'élaboration. À cette occasion, de nouvelles observations ont été faites et un avant-projet a été présenté par le Bureau des affaires spatiales.

3. Quarante-septième session du Sous-Comité scientifique et technique

Des membres du Comité de l'ADI, dont la Présidente et le Rapporteur général, ont été invités à participer au Comité consultatif international d'un projet de recherche intitulé "Aspects juridiques de la menace que représentent les objets géocroiseurs: réponses et questions internationales connexes", entrepris par l'Université du Nebraska à Lincoln avec l'appui de la Secure World Foundation. Une présentation finale de ce projet, laquelle comprenait des recommandations sur les différentes questions en jeu et leur éventuel traitement juridique, a été faite par M. Steven Freeland, membre du Comité de l'ADI, à la quarante-septième session du Sous-Comité scientifique et technique, le 15 février 2010.

4. Cour permanente d'arbitrage

Des membres du Comité du droit de l'espace de l'ADI ont été invités par la Cour permanente d'arbitrage à participer à un groupe consultatif sur la résolution des différends relatifs au droit de l'espace, présidé par Fausto Pocar, afin de déterminer si un règlement facultatif était requis pour l'arbitrage des différends découlant d'activités spatiales, puis de les élaborer. Le groupe a travaillé sans interruption et un avant-projet est en cours d'examen.

5. Commission du droit international (Nations Unies)

Le groupe d'étude de l'ADI sur la responsabilité des organismes internationaux a poursuivi son étroite collaboration sur ce thème avec la Commission du droit international et son groupe d'étude, qui achèvera en 2011 la deuxième et dernière lecture de ses projets d'articles. Le groupe de l'ADI, dont la Présidente et le Rapporteur du Comité du droit de l'espace sont membres, élabore actuellement, en vue de sa transmission à M. Giorgio Gaja, Rapporteur spécial de la Commission chargé de ce thème, un rapport sur les préoccupations que suscitent, au sein de l'ADI, certaines questions de fond contenues dans les projets d'articles actuels de la Commission.

6. Autres activités

Comme de coutume, le Comité du droit de l'espace de l'ADI a participé aux travaux et activités de l'Institut international de droit spatial, de l'Académie internationale d'astronautique, de l'Institut européen de politique spatiale et du Centre européen de droit spatial, notamment. Il entretient également des liens avec des agences spatiales nationales.

En octobre 2010, la Présidente et plusieurs membres du Comité de l'ADI ont été invités, à divers titres, à faire, lors d'un atelier organisé à Londres par l'Institute of Space Policy and Law, sous les auspices de l'ESA, des présentations sur le thème des éléments de preuve tirés de l'espace. Le thème principal, à savoir la valeur des données satellitaires dans les contentieux internationaux, intéresse l'IDA depuis plusieurs années.

7. Conférence de l'Association de droit international

La soixante-quatorzième Conférence de l'Association de droit international s'est tenue à La Haye (Pays-Bas) du 15 au 20 août 2010. Les principaux thèmes du quatrième rapport du Comité du droit de l'espace de l'ADI présenté à la Conférence, ainsi qu'aux sessions de travail suivantes, seront au cœur de la présentation.

Intitulé "Aspects juridiques de la privatisation et de la commercialisation des activités spatiales", le quatrième rapport portait sur la télédétection et la valeur des données satellitaires devant les tribunaux, la législation spatiale nationale, les questions d'immatriculation, les débris spatiaux, le règlement des différends et les faits nouveaux proposés pour les travaux futurs du Comité.

Le cinquième et dernier rapport sur ces thèmes devrait être présenté à la soixante-quinzième Conférence de l'ADI, qui se tiendra à Sofia en 2012. Compte tenu de l'étendue et de la portée de son mandat, le Comité poursuivra sa pratique habituelle, à savoir que la Présidente restera chargée de la première partie du rapport (télédétection et données satellitaires, débris spatiaux, immatriculation, règlement des différends et nouveaux thèmes possibles) et le Rapporteur, de la deuxième partie, consacrée à la législation spatiale nationale, y compris un projet de proposition de loi type.

Les propositions et conclusions issues de la soixante-quatorzième Conférence de l'ADI sont les suivantes:

- a) *Télédétection, valeur des données satellitaires devant les tribunaux et efficacité des satellites d'observation de la Terre pour le suivi de l'application des accords internationaux*

Les deux questions pratiques en suspens en ce qui concerne l'utilisation des techniques de télédétection étaient la valeur des données satellitaires devant les tribunaux et l'efficacité des satellites d'observation de la Terre pour le suivi de l'application des accords internationaux, en particulier dans le domaine du droit environnemental. La Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques et les règles applicables à la protection de la couche d'ozone ont été citées en exemple. De même, l'expérience récente que M. Ray Purdy, membre du Comité de l'ADI, a acquise au Royaume-Uni et, plus récemment, en Australie dans le cadre d'un projet relatif à l'utilisation d'informations satellitaires (en termes de perceptions et d'impact, notamment) a été examinée (pour tout complément d'informations, voir www.ucl.ac.uk/laws/environment/satellites). D'ailleurs, quelques membres du Comité ont siégé (en 2009 et 2010) au Comité consultatif de ce projet international, dont les objectifs coïncident largement avec les thèmes examinés par le Comité.

Des membres du Comité de l'ADI ont considéré que des solutions pratiques étaient nécessaires pour encourager l'utilisation de données satellitaires devant les tribunaux dans des domaines où la précision était essentielle, comme lors de différends relatifs au tracé des frontières. Le principal problème est que la marge d'interprétation laissée aux experts est très large. Contrairement aux photographies aériennes, où il est relativement facile de déceler des changements apportés, les données satellitaires peuvent être manipulées sans qu'il soit possible de détecter ces changements après coup. De ce fait, l'absence de normes convenues au niveau international (il en existe au niveau régional, mais pas au niveau international)

constitue actuellement un obstacle majeur à l'utilisation de ces technologies devant les tribunaux.

Le problème est d'autant plus important lorsque la délimitation de terres et d'eaux au niveau international et des questions épineuses de souveraineté sont en jeu. Plusieurs décisions rendues ces dernières années par la Cour internationale de Justice et d'autres instances internationales d'arbitrage illustrent parfaitement les difficultés que crée cette situation.

L'avis qui prévaut est qu'un contrôle strict de toutes les phases de la collecte de données, depuis la collecte de données brutes jusqu'à l'utilisation du produit final, est indispensable pour garantir la transparence de cette technologie. La possibilité de conserver des données scellées ou de stocker des données primaires dans des archives a également été mentionnée à La Haye. Globalement, l'ADI considère qu'il est essentiel, pour pouvoir produire des images satellitaires devant les tribunaux au stade de la preuve, de disposer de normes ou de règles internationales d'authentification des données satellitaires et de mécanismes fiables. Une authentification et un renforcement des capacités sont donc indispensables.

En ce qui concerne la validité des Principes relatifs à la télédétection, question que le Conseil de l'ADI a confiée à son Comité du droit de l'espace depuis la Conférence de l'ADI tenue à Berlin en 2004, on a observé que le contexte international avait changé, les activités commerciales menées dans l'espace étant en plein essor. Les pays en développement qui, lors de l'adoption des Principes, n'étaient que des "États observés" entreprennent aujourd'hui de plus en plus d'activités spatiales et acquièrent toujours plus de nouvelles technologies. Ils sont donc devenus, eux aussi, des "États observant".

En définitive, on peut penser que l'utilisation des satellites d'observation de la Terre a bien fonctionné dans différents scénarios et groupes de pays, et que les directives d'interprétation des principes susmentionnés découlent de la pratique des États, tant industrialisés qu'en développement.

b) Législation spatiale nationale – loi type

La deuxième partie du quatrième rapport comprenait un projet de loi type (non contraignant) sur la législation spatiale nationale, établi par le Rapporteur général et examiné à la session de travail du Comité.

Sur ce point, le Comité du droit de l'espace de l'ADI coopère avec le groupe de travail sur la législation spatiale nationale, dans le cadre du Sous-Comité juridique et sous la présidence de M^{me} Irmgard Marboe, membre du Comité de l'ADI, dont le mandat expire en 2011.

Un projet de texte, auquel l'ESPI et certains membres du Comité de l'ADI ont également contribué, sera distribué comme document de séance à la cinquantième session du Sous-Comité juridique. Le texte final figurera dans le cinquième rapport du Comité de l'ADI qui sera présenté à la soixante-quinzième Conférence de l'ADI, en 2012.

c) *Nouveau regard porté sur la question des débris spatiaux suite à son inscription à l'ordre du jour du Sous-Comité juridique en tant que point à part entière soumis à l'examen*

La Présidente du Comité évalue actuellement les réponses que les États ont données, conformément aux Lignes directrices relatives à la réduction des débris spatiaux du Comité des utilisations pacifiques de l'espace extra-atmosphérique, sur les mesures qu'ils ont prises à cet effet.

De même, l'Instrument international destiné à protéger l'environnement contre les dommages causés par les débris spatiaux, que l'ADI a adopté à sa soixante-sixième Conférence, tenue à Buenos Aires en 1994, et présenté au Sous-Comité juridique en 1995, continue d'être inscrit à l'ordre du jour du Comité de l'ADI.

L'article premier de cet instrument contient des définitions ou, plutôt, des descriptions de ce qu'on devrait entendre par débris spatiaux. Il est actuellement examiné par des techniciens pour déterminer s'il est en adéquation avec les progrès de la science et de la technologie.

Des institutions nationales de différents pays ont également répondu à ces questions en menant des recherches sur les aspects juridiques des débris spatiaux. C'est ainsi que l'Université de Cologne (Allemagne) et l'Université McGill (Canada) mènent une étude interdisciplinaire sur les débris spatiaux. Du 26 au 30 avril, une réunion a été organisée sur ce thème à Cologne, sous la conduite du Rapporteur général du Comité de l'ADI et sous la coprésidence de M. Ram Jakhu. À la fin de la réunion, il a été adopté une déclaration qui recommandait notamment que les États adoptent et appliquent, en tant que législation spatiale nationale, les Lignes directrices relatives à la réduction des débris spatiaux du Comité des utilisations pacifiques de l'espace extra-atmosphérique, et coopèrent pour mieux faire comprendre le problème, en menant leurs activités spatiales avec transparence.

Toujours sur ce thème, le Conseil national argentin de la recherche scientifique et technique travaille sur un projet qui met l'accent sur les débris spatiaux et les satellites d'observation de la Terre. Les participants coopèrent avec la Commission nationale argentine des activités spatiales, les universités de Buenos Aires et de Belgrano (Argentine) et plusieurs institutions internationales intéressées.

L'Université du Mississippi, notamment, avec son Centre national de télédétection et de droit aérien et spatial, accorde une attention particulière à ce problème. Ces projets, ainsi que d'autres à travers le monde, sont largement pluridisciplinaires.

d) *Immatriculation*

Le Comité du droit spatial de l'ADI suit actuellement l'élaboration et l'impact, sur les États et les organisations internationales, de la résolution 62/101 de l'Assemblée générale sur l'immatriculation des objets spatiaux.

e) *Règlement des différends*

Outre que l'ADI garde en permanence à l'étude son projet de convention sur le règlement des différends liés aux activités spatiales, certains de ses membres, dont la Présidente et le Rapporteur, ont endossé de nouvelles responsabilités au sein de la Cour permanente d'arbitrage et participent au groupe consultatif international pour

l'élaboration d'un règlement facultatif d'arbitrage des différends découlant d'activités spatiales.

Cette nouvelle expérience s'avère utile pour voir les problèmes sous un angle différent du fait, notamment, que le projet de convention de l'ADI comprenait, d'emblée, une section sur la participation d'entités privées aux activités spatiales et la possibilité de recourir aux mécanismes énoncés par le projet de convention qui sont applicables aux différends entre États souverains.

C. Nouveaux thèmes pour les futurs travaux du Comité du droit de l'espace de l'ADI

Examen de l'Accord sur la Lune

Le Comité du droit de l'espace de l'ADI considère qu'un examen de l'Accord sur la Lune, en particulier du régime applicable à l'exploration et à l'exploitation de ses ressources naturelles, s'impose. Il existe des aspects de ce texte qu'il faudrait examiner pour tenir compte des nouvelles technologies que l'on met au point actuellement.

Le Comité a participé à un examen de ce type à New Delhi, à la soixante-dixième Conférence de l'ADI en 2002.

Il semble désormais souhaitable, vu le faible nombre de ratifications enregistré à ce jour, de relancer le débat sur certains aspects controversés de l'Accord sur la Lune. Depuis son adoption, en 1979, de nombreux changements sont survenus au niveau régional et international. L'Accord sur la Lune et ses questions en suspens sont bel et bien sous les projecteurs.

Aspects juridiques des objets géocroiseurs

L'ADI considère qu'il importe d'examiner les aspects juridiques des objets géocroiseurs, point qui est étroitement lié à la sécurité spatiale et qui figure à l'ordre du jour du Sous-Comité scientifique et technique depuis un certain temps. Le moment semble venu, pour l'ADI, de commencer à examiner les principaux aspects juridiques et politiques de ce domaine important du point de vue humanitaire.

D. Conclusion

Le cinquième (et dernier) rapport du Comité du droit de l'espace, qui sera présenté à la soixante-quinzième Conférence de l'ADI en 2012, portera sur les thèmes suivants:

a) Télédétection: apport de changements mineurs aux conclusions de la Conférence de Berlin organisée par l'ADI en 2004 et référence spéciale à l'utilisation des données satellitaires dans les contentieux internationaux et aux projets de normes internationales; et efficacité de la télédétection pour ce qui est de surveiller l'application du droit international;

b) Législation spatiale nationale, l'accent étant placé sur l'adoption d'une loi type fondée sur les travaux menés par le Comité à La Haye, et suite donnée;

c) Réduction des débris spatiaux à la lumière de la résolution 62/217 de l'Assemblée générale, qui fait siennes les Lignes directrices relatives à la réduction des débris spatiaux du Comité des utilisations pacifiques de l'espace extra-atmosphérique. Examen de l'Instrument destiné à protéger l'environnement contre les dommages causés par les débris spatiaux, adopté à la soixante-sixième Conférence de l'ADI, à Buenos Aires en 1994 (thème inscrit en permanence à l'ordre du jour du Comité);

d) Règlement des différends relatifs aux activités spatiales. Examen du projet de convention de l'ADI sur le règlement des différends relatifs aux activités spatiales, point inscrit en permanence à l'ordre du jour du Comité du droit de l'espace de l'ADI. Expérience récente de la rédaction acquise par les membres du Bureau et autres membres du Comité dans le cadre de la Cour permanente d'arbitrage;

e) Premiers avis concernant l'étude de nouveaux thèmes par le Comité de l'ADI, en particulier l'examen de l'Accord sur la Lune pour ce qui est de déterminer sa pertinence aujourd'hui, et les aspects juridiques et politiques d'objets géocroiseurs tels que les comètes et les astéroïdes.

En tant qu'observateur permanent auprès du Comité des utilisations pacifiques de l'espace extra-atmosphérique depuis le début des années 1990, l'ADI a eu le plaisir de rendre compte au Sous-Comité juridique de l'avancement et des résultats de ses travaux. L'ADI serait honoré d'examiner tout autre thème que le Sous-Comité souhaitera lui confier.

Coordonnées des membres du Bureau du Comité du droit de l'espace de l'ADI:

Maureen Williams

Présidente du Comité du droit de l'espace de l'ADI

Professeur de droit international public

Conicet/Université de Buenos Aires

Migueletes 923

C1426BUK Buenos Aires

Argentine

Tél./télécopie: (+54 11) 4772 3662

Courriel: maureenw777@yahoo.co.uk; swilliams@derecho.uba.ar; ou

maureenw@conicet.gov.ar

Stephan Hobe

Rapporteur du Comité du droit de l'espace de l'ADI

Directeur de l'Institut de droit aérien et spatial

Université de Cologne

Albertus-Magnus-Platz

D-50931, Köln

Allemagne

Tél.: (+49 221) 470 4968

Télécopie: (+49 221) 470 2337

Courriel: stephan.hobe@uni-koeln.de ou sekretariat-hobe@uni-koeln.de